



COMMISSION EUROPÉENNE
OFFICE POUR LES INFRASTRUCTURES ET LA LOGISTIQUE – BRUXELLES

OIB.02 – Budget, finances et marchés publics

PROCEDURE CONCURRENTIELLE AVEC NEGOCIATION

n° OIB/2021/CPN/0065

Prestations de services dans le domaine de la restauration pour la Commission européenne en Région de Bruxelles-Capitale et Overijse

Avis de marché publié au J.O.S. – n° 2021/S 159-419326

Communications du Pouvoir adjudicateur

Communications émanant du Pouvoir adjudicateur

Veillez trouver ci-après deux communications émanant du Pouvoir adjudicateur

1. Visite facultative des lieux

Dans l'éventualité où un soumissionnaire voudrait se faire une idée des locaux (cafétérias et cantines) où devront s'effectuer les prestations, la possibilité lui est offerte, à sa demande expresse par courriel à l'adresse suivante: oib-marches-publics@ec.europa.eu, d'effectuer une visite des lieux. Cette visite de lieu consistera en la visite d'un échantillon représentatif de plusieurs immeubles-type.

Une seule visite par soumissionnaire (avec maximum deux personnes) sera admise. Les visiteurs seront invités à signer la liste des présences et à prouver leur identité.

La confirmation de votre participation ainsi que les noms et fonctions des personnes qui participeront à la visite et les photocopies (recto/verso) de leurs cartes d'identité, doivent être communiqués par courriel à l'adresse ci-dessus, au plus tard 48 heures avant la date fixée pour la visite de lieu.

Votre attention est attirée sur le fait que tout visiteur externe, avant de pouvoir entrer dans les locaux de la Commission, devra présenter un Certificat numérique européen COVID / Covid safe ticket, ou tout autre preuve équivalente.

2. Addendum au cahier des charges

Le cas échéant et si la nécessité s'impose, le Pouvoir adjudicateur pourra exiger du contractant que ce dernier s'enregistre auprès des services de l'Agence Fédérale pour la Sécurité de la Chaîne Alimentaire (AFSCA). Cela se justifie par le fait que l'AFSCA est

l'organisme Belge de référence pour les installations de la Commission européenne à Bruxelles.

Dans ce cas, le contractant devra introduire sa demande auprès de ladite agence dans un délai de 10 jours ouvrables maximum.

En cas de non-respect de cette exigence, des dommages et intérêts forfaitaires d'un montant de 500 euro par jour de carence pourront être appliqués.

En cas de refus d'enregistrement du contractant par l'AFSCA, le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le contrat.